

GIE NORD-EST

**Au nom et pour le compte de
CDC Habitat et CDC Habitat Social**

**Direction Interrégionale Nord Est
10 Boulevard de Dresde 67000 STRASBOURG**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES
de travaux de menues réparations, d'entretien courant, de
dépannages et de remises en état de logements**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**DATE LIMITE DE
DEPOT DES OFFRES**

20 juin 2024 à 13 heures.

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. ÉTENDUE ET MODE DE CONSULTATION	3
2.2. MODE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS	3
2.3. DECOMPOSITION EN LOTS	4
2.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES	4
2.5. COMPLEMENTS A APPORTER AU DESCRIPTIF.....	10
2.6. VARIANTES / PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	10
2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	11
2.8. DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS.....	11
2.9. MODE DE REGLEMENT	11
2.10. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	11
3. COMPOSITION DES DOSSIERS	11
3.1. PIECES ADMINISTRATIVES	11
3.2. LE PROJET DE MARCHE	14
3.3. PIECES CONTRACTUELLES OPPOSABLES AU TITULAIRE.....	15
4. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	15
5. REMISE DES PROPOSITIONS - CONDITIONS D'ENVOI	16
5.1. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME DEMATERIALISEE	16
5.2. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME PAPIER	17
6. JUGEMENT DES PROPOSITIONS.....	17
6.1. EXAMEN DE LA CONFORMITE DU DOSSIER	17
6.2. EXAMEN DE LA CANDIDATURE	17
6.3. EXAMEN DES OFFRES	18
7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la mise en place d'un accord-cadre, pour l'exécution des travaux dits de menues réparations, d'entretien courant, de dépannages et de remises en état de logements des ensembles immobiliers gérés par CDC Habitat, CDC Habitat Social.

L'exécution de l'accord-cadre se fera exclusivement à bons de commande sur bordereaux de prix.

Le patrimoine concerné par le présent accord-cadre est détaillé à l'annexe **A01 - Sectorisation & Prise d'effet** de l'AE.

La durée prévisionnelle de l'accord-cadre est de un an, et pourra être reconduit trois fois (3) dans les conditions définies à l'acte d'engagement (AE).

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION

La présente consultation a été envoyée à la publication le 12/04/2024 :

- au Journal officiel de l'Union européenne
- sur le profil d'acheteur de CDC Habitat.
- Sur Marchesonline.com

La présente consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert, à laquelle tout opérateur peut soumissionner. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R. 2124-2 1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché a la forme d'un accord-cadre au sens de l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum défini précisé dans l'acte d'engagement, en application des articles L. 2125-1 1, R. 2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'exécution de l'accord-cadre sera ordonnée par bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.2. MODE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet de la présente consultation seront attribuées en lots séparés.

Un même candidat ne pourra présenter qu'une seule offre par lot, soit individuellement, soit dans le cadre d'un groupement. Il ne pourra participer qu'à un seul groupement.

Chaque candidat, ou groupement d'entreprises candidates, peut présenter autant de propositions que de lots pour lesquels il possède les qualifications techniques nécessaires. Le candidat qui répond à un lot doit être en mesure de réaliser toutes les prestations du lot concerné.

Les candidats ne peuvent modifier la composition et la définition des secteurs géographiques.

Lorsque le candidat postule pour un ou plusieurs lots techniques, situé sur un ou plusieurs secteurs géographiques, il est tenu de présenter une offre de prix séparée pour chacun des lots techniques, pour chacun des secteurs géographiques considérés.

Chaque offre devra porter sur l'ensemble des prestations formant exclusivement un lot, sans avoir à apporter de complément au descriptif. Toute offre qui ne sera pas conforme à l'ensemble des prescriptions ci-dessus énoncées ne sera pas retenue.

Chaque lot géographique définira un marché, lequel sera formellement constitué des pièces précisées au CCAP soit : 1 Acte d'engagement et ses annexes, 1 CCAP et ses annexes, 1 CCTP et ses annexes.

Attribution :

Pour les marchés sur lesquels il est prévu une attribution multiple, le pouvoir adjudicateur se réserve, lors de la Commission d'appels d'offres, le droit d'attribuer le marché à un ou deux attributaires. Les offres pourront notamment être écartées dès lors qu'elles présenteront un écart supérieur à 33% par rapport à l'offre la moins disante retenue.

Ventilation des commandes :

- Pour les marchés mono attributaires, le titulaire bénéficiera de l'intégralité des commandes ;
- Pour les marchés pluri attributaires, la ventilation des commandes se fera à tour de rôle.

2.3. DECOMPOSITION EN LOTS

Les prestations objet du présent accord-cadre seront attribuées en marché par lots séparés.

Les marchés de travaux sont répartis en NEUF (9) lots techniques, selon les nomenclatures suivantes :

01. Assainissement
02. Plomberie sanitaire / Chauffage / Ventilation / Faïences
03. Couverture
04. Etanchéité
05. Electricité courant faible / Electricité courant fort
06. Menuiserie intérieure / Menuiserie extérieure / Fermetures / Vitrierie
07. Revêtements muraux
08. Revêtements de sols / Faïences
09. Remise en état des logements TCE

Les marchés de travaux sont également répartis en vingt-trois (23) secteurs géographiques cohérents (cf. Annexe 01 – Sectorisation & prise d'effet).

Les marchés sont répartis comme suit :

01 - Assainissement					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	01A	Secteur DIJON	4214	1	400 000,00 €
DIJON	01B	Secteur NIEVRE	295	1	200 000,00 €
DIJON	01C	Secteur YONNE	281	1	200 000,00 €
LILLE	01D	Secteur LILLE	1864	1	400 000,00 €
LILLE	01E	Secteur ARRAS	468	1	200 000,00 €
LILLE	01F	Secteur DUNKERQUE	540	1	200 000,00 €
METZ	01G	Secteur MOSELLE OUEST /MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	200 000,00 €
METZ	01H	Secteur MOSELLE EST	524	1	200 000,00 €
METZ	01I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	200 000,00 €
METZ	01J	Secteur REIMS	595	1	200 000,00 €

	01 - Assainissement				
	Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)				
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
METZ	01L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	01N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	01O	Secteur OISE/SOMME	4075	1	320 000,00 €
NOGENT/SO	01P	Secteur AISNE	316	1	120 000,00 €
QUETIGNY	01Q	Secteur QUETIGNY	2874	1	400 000,00 €
QUETIGNY	01R	Secteur BEAUNE	1727	1	400 000,00 €
QUETIGNY	01S	Secteur BESANCON	257	1	200 000,00 €
QUETIGNY	01T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	200 000,00 €
STRASBOURG	01U	Secteur STRASBOURG	4001	1	400 000,00 €
STRASBOURG	01V	Secteur MULHOUSE	1192	1	200 000,00 €
STRASBOURG	01W	Secteur COLMAR	238	1	200 000,00 €

	02 – Plomberie- Sanitaire - Chauffage - Ventilation - Faïence				
	Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)				
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	02A	Secteur DIJON	4214	2	1 200 000,00 €
DIJON	02B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	02C	Secteur YONNE	281	1	400 000,00 €
LILLE	02D	Secteur LILLE	1864	2	1 200 000,00 €
LILLE	02E	Secteur ARRAS	468	1	400 000,00 €
LILLE	02F	Secteur DUNKERQUE	540	1	400 000,00 €
METZ	02G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	400 000,00 €
METZ	02H	Secteur MOSELLE EST	524	1	400 000,00 €
METZ	02I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	400 000,00 €
METZ	02J	Secteur REIMS	595	1	400 000,00 €
METZ	02K	Secteur ARDENNES	130	1	200 000,00 €
METZ	02L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	02M	Secteur NOGENT SUR SEINE	126	1	200 000,00 €
METZ	02N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	02O	Secteur OISE/SOMME	4075	2	800 000,00 €
NOGENT/SO	02P	Secteur AISNE	316	1	280 000,00 €
QUETIGNY	02Q	Secteur QUETIGNY	2874	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	02R	Secteur BEAUNE	1727	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	02S	Secteur BESANCON	257	1	400 000,00 €
QUETIGNY	02T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	400 000,00 €
STRASBOURG	02U	Secteur STRASBOURG	4001	2	1 200 000,00 €

	02 – Plomberie- Sanitaire - Chauffage - Ventilation - Faïence				
	<i>Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)</i>				
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
STRASBOURG	02V	Secteur MULHOUSE	1192	1	800 000,00 €
STRASBOURG	02W	Secteur COLMAR	238	1	400 000,00 €

	03 - Couverture				
	<i>Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)</i>				
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	03A	Secteur DIJON	4214		400 000,00 €
DIJON	03B	Secteur NIEVRE	295	1	200 000,00 €
DIJON	03C	Secteur YONNE	281	1	200 000,00 €
LILLE	03D	Secteur LILLE	1864	1	400 000,00 €
LILLE	03E	Secteur ARRAS	468	1	200 000,00 €
LILLE	03F	Secteur DUNKERQUE	540	1	200 000,00 €
METZ	03G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	200 000,00 €
METZ	03H	Secteur MOSELLE EST	524	1	200 000,00 €
METZ	03I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	200 000,00 €
METZ	03J	Secteur REIMS	595	1	200 000,00 €
METZ	03K	Secteur ARDENNES	130	1	200 000,00 €
METZ	03L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	03M	Secteur NOGENT SUR SEINE	126	1	200 000,00 €
METZ	03N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	03O	Secteur OISE/SOMME	4075	1	600 000,00 €
NOGENT/SO	03P	Secteur AISNE	316	1	160 000,00 €
QUETIGNY	03Q	Secteur QUETIGNY	2874	1	400 000,00 €
QUETIGNY	03R	Secteur BEAUNE	1727	1	400 000,00 €
QUETIGNY	03S	Secteur BESANCON	257	1	200 000,00 €
QUETIGNY	03T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	200 000,00 €
STRASBOURG	03U	Secteur STRASBOURG	4001	1	400 000,00 €
STRASBOURG	03V	Secteur MULHOUSE	1192	1	200 000,00 €
STRASBOURG	03W	Secteur COLMAR	238	1	200 000,00 €

04 - Etanchéité					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	04A	Secteur DIJON	4214	1	400 000,00 €
DIJON	04B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	04C	Secteur YONNE	281	1	200 000,00 €
LILLE	04D	Secteur LILLE	1864	1	400 000,00 €
LILLE	04E	Secteur ARRAS	468	1	200 000,00 €
LILLE	04F	Secteur DUNKERQUE	540	1	200 000,00 €
METZ	04G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	200 000,00 €
METZ	04H	Secteur MOSELLE EST	524	1	200 000,00 €
METZ	04I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	200 000,00 €
METZ	04J	Secteur REIMS	595	1	200 000,00 €
METZ	04K	Secteur ARDENNES	130	1	200 000,00 €
METZ	04L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	04M	Secteur NOGENT SUR SEINE	126	1	200 000,00 €
METZ	04N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	04O	Secteur OISE/SOMME	4075	1	600 000,00 €
NOGENT/SO	04P	Secteur AISNE	316	1	160 000,00 €
QUETIGNY	04Q	Secteur QUETIGNY	2874	1	400 000,00 €
QUETIGNY	04R	Secteur BEAUNE	1727	1	400 000,00 €
QUETIGNY	04S	Secteur BESANCON	257	1	200 000,00 €
QUETIGNY	04T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	200 000,00 €
STRASBOURG	04U	Secteur STRASBOURG	4001	1	400 000,00 €
STRASBOURG	04V	Secteur MULHOUSE	1192	1	200 000,00 €
STRASBOURG	04W	Secteur COLMAR	238	1	200 000,00 €

05 - Electricité courant faible - courant fort					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	05A	Secteur DIJON	4214	2	1 200 000,00 €
DIJON	05B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	05C	Secteur YONNE	281	1	400 000,00 €
LILLE	05D	Secteur LILLE	1864	2	1 200 000,00 €
LILLE	05E	Secteur ARRAS	468	1	400 000,00 €
LILLE	05F	Secteur DUNKERQUE	540	1	400 000,00 €
METZ	05G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	400 000,00 €
METZ	05H	Secteur MOSELLE EST	524	1	400 000,00 €
METZ	05I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	400 000,00 €
METZ	05J	Secteur REIMS	595	1	400 000,00 €

05 - Electricité courant faible - courant fort					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
METZ	05K	Secteur ARDENNES	130	1	200 000,00 €
METZ	05L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	05M	Secteur NOGENT SUR SEINE	126	1	200 000,00 €
METZ	05N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	05O	Secteur OISE/SOMME	4075	2	800 000,00 €
NOGENT/SO	05P	Secteur AISNE	316	1	280 000,00 €
QUETIGNY	05Q	Secteur QUETIGNY	2874	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	05R	Secteur BEAUNE	1727	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	05S	Secteur BESANCON	257	1	400 000,00 €
QUETIGNY	05T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	400 000,00 €
STRASBOURG	05U	Secteur STRASBOURG	4001	2	1 200 000,00 €
STRASBOURG	05V	Secteur MULHOUSE	1192	1	800 000,00 €
STRASBOURG	05W	Secteur COLMAR	238	1	400 000,00 €

06 - Menuiseries intérieures-extérieures - Fermetures - Vitrerie					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	06A	Secteur DIJON	4214	2	1 200 000,00 €
DIJON	06B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	06C	Secteur YONNE	281	1	400 000,00 €
LILLE	06D	Secteur LILLE	1864	2	1 200 000,00 €
LILLE	06E	Secteur ARRAS	468	1	400 000,00 €
LILLE	06F	Secteur DUNKERQUE	540	1	400 000,00 €
METZ	06G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	400 000,00 €
METZ	06H	Secteur MOSELLE EST	524	1	400 000,00 €
METZ	06I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	400 000,00 €
METZ	06J	Secteur REIMS	595	1	400 000,00 €
METZ	06L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	06N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	06O	Secteur OISE/SOMME	4075	2	400 000,00 €
NOGENT/SO	06P	Secteur AISNE	316	1	120 000,00 €
QUETIGNY	06Q	Secteur QUETIGNY	2874	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	06R	Secteur BEAUNE	1727	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	06S	Secteur BESANCON	257	1	400 000,00 €
QUETIGNY	06T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	400 000,00 €
STRASBOURG	06U	Secteur STRASBOURG	4001	2	1 200 000,00 €
STRASBOURG	06V	Secteur MULHOUSE	1192	1	800 000,00 €

06 - Menuiseries intérieures-extérieures - Fermetures - Vitrerie					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
STRASBOURG	06W	Secteur COLMAR	238	1	400 000,00 €

07 – Revêtements muraux					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	07A	Secteur DIJON	4214	2	1 200 000,00 €
DIJON	07B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	07C	Secteur YONNE	281	1	400 000,00 €
LILLE	07D	Secteur LILLE	1864	2	1 200 000,00 €
LILLE	07E	Secteur ARRAS	468	1	400 000,00 €
LILLE	07F	Secteur DUNKERQUE	540	1	400 000,00 €
METZ	07G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	400 000,00 €
METZ	07H	Secteur MOSELLE EST	524	1	400 000,00 €
METZ	07I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	400 000,00 €
METZ	07J	Secteur REIMS	595	1	400 000,00 €
METZ	07L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	07N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	07O	Secteur OISE/SOMME	4075	2	320 000,00 €
QUETIGNY	07Q	Secteur QUETIGNY	2874	2	1 600 000,00 €
QUETIGNY	07R	Secteur BEAUNE	1727	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	07S	Secteur BESANCON	257	1	400 000,00 €
QUETIGNY	07T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	400 000,00 €
STRASBOURG	07U	Secteur STRASBOURG	4001	2	1 200 000,00 €
STRASBOURG	07V	Secteur MULHOUSE	1192	1	800 000,00 €
STRASBOURG	07W	Secteur COLMAR	238	1	400 000,00 €

08 - Revêtements de sols - Faïence -					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
DIJON	08A	Secteur DIJON	4214	2	1 200 000,00 €
DIJON	08B	Secteur NIEVRE	295	1	400 000,00 €
DIJON	08C	Secteur YONNE	281	1	400 000,00 €
LILLE	08D	Secteur LILLE	1864	2	1 200 000,00 €

08 - Revêtements de sols - Faïence -					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
LILLE	08E	Secteur ARRAS	468	1	400 000,00 €
LILLE	08F	Secteur DUNKERQUE	540	1	400 000,00 €
METZ	08G	Secteur MOSELLE OUEST/MEURTHE ET MOSELLE NORD	582	1	400 000,00 €
METZ	08H	Secteur MOSELLE EST	524	1	400 000,00 €
METZ	08I	Secteur NANCY-EPINAL	794	1	400 000,00 €
METZ	08J	Secteur REIMS	595	1	400 000,00 €
METZ	08L	Secteur CHALONS EN CHAMPAGNE	139	1	200 000,00 €
METZ	08N	Secteur VERDUN	135	1	200 000,00 €
NOGENT/SO	08O	Secteur OISE/SOMME	4075	2	320 000,00 €
QUETIGNY	08Q	Secteur QUETIGNY	2874	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	08R	Secteur BEAUNE	1727	2	1 200 000,00 €
QUETIGNY	08S	Secteur BESANCON	257	1	400 000,00 €
QUETIGNY	08T	Secteur LUXEUIL LES BAINS	133	1	400 000,00 €
STRASBOURG	08U	Secteur STRASBOURG	4001	2	400 000,00 €
STRASBOURG	08V	Secteur MULHOUSE	1192	1	400 000,00 €
STRASBOURG	08W	Secteur COLMAR	238	1	400 000,00 €

09 – Remise en état des logements					
Cf Article 2.2 du présent RC (Attribution)					
Agence	Lot	Dénomination	Nbr de lgts	Nombre d'attributaires maximum par lot	Montant maximum sur la durée totale du marché/€HT
NOGENT/OISE	09O	Secteur OISE/SOMME	2 379	2	2 400 000,00 €

2.4. DECOMPOSITION EN TRANCHES

Les prestations définies ci-dessus ne font pas l'objet d'une décomposition en tranches.

2.5. COMPLEMENTS A APPORTER AU DESCRIPTIF

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au descriptif. Ils devront remettre une proposition rigoureusement conforme au projet établi par le pouvoir adjudicateur.

2.6. VARIANTES / PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

2.6.1 Variantes à l'initiative du candidat

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

2.6.2 Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles PSE (à l'initiative du pouvoir adjudicateur) à chiffrer obligatoirement par les candidats.

En revanche, l'accord-cadre pourra faire l'objet d'éventuels achats susceptibles d'être effectués dans le cadre de prestations similaires conclus sans publicité ni nouvelle mise en concurrence.

2.7. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard HUIT (8) jours avant la date fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est fixé à CENT CINQUANTE (150) jours à compter de la date limite de remise des propositions précisée en page de garde du présent règlement.

2.9. MODE DE REGLEMENT

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique les règlements des sommes dues aux entreprises attributaires, dans le cadre de l'exécution du marché, seront effectués, après acceptation, par virement bancaire intervenant dans un délai maximal de SOIXANTE (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

2.10. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le présent marché ne comporte pas de clause d'insertion par l'activité économique.

3. COMPOSITION DES DOSSIERS

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

3.1. PIECES ADMINISTRATIVES

3.1.1 Chaque candidat ou chaque membre du groupement candidat devra produire :

1 ➤ La lettre de candidature (*formulaire DC1 ou équivalent*) contenant notamment la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat certifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (en cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir cette déclaration sur l'honneur).

2 ➤ La déclaration du candidat (*formulaire DC2 ou tout autre document équivalent*) lui permettant de justifier de son aptitude à exercer une activité professionnelle, de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles.

3 ➤ Les pièces définies ci-dessous, permettant l'évaluation de l'expérience, des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :

- **Expérience et capacités professionnelles** : Certificats de qualification professionnelle. Le pouvoir adjudicateur, dans ce cas, précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant la compétence de l'opérateur économique à réaliser.
- **Capacités techniques** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat
 - Présentation d'une liste des travaux exécutés sur des marchés à bons de commande, ou intervention de même type en milieu OCCUPE au cours des trois dernières années, (dates + montants + maître d'ouvrage) ;

- Appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (certificat de capacité) ;
- Ces attestations indiquent le montant, les dates, et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement ;
- Les candidats indiquent les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché pour le lot concerné ;
- Modalité de pilotage et d'encadrement des sous-traitant.
- Fourniture impérative de l'ensemble des attestations et/ou qualifications professionnelles pour la bonne exécution des travaux des corps d'états soumissionnés.
- Fourniture impérative des attestations de formation Amiante SS4 délivrées par un organisme habilité pour les corps d'états soumissionnés ayant des contraintes relatives à l'amiante.
- Fourniture impérative des attestations de formation Amiante SS3 délivrées par un organisme habilité pour le corps d'état soumissionné Travaux amiante sous-section 3.

- **Capacités financières** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices. Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'absence de risque de dépendance économique lors de cette consultation. Ainsi, le chiffre d'affaires annuel doit être suffisant pour soumissionner un ou plusieurs lots.

- Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant, quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessus relatives à cet intervenant pour justifier des capacités de ce dernier, et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

4 ➤ Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

5 ➤ La preuve d'une assurance couvrant les risques suivants :

- **L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** et, conformément aux dispositions de l'article L. 241-2 du code des assurances, pour les travaux de construction ;
- **L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale de l'entreprise**

La preuve de ces assurances peut être apportée par tout moyen.

6 ➤ **KBIS** (Extrait KBIS de moins de 3 mois, ou transmission du n° unique d'identification (SIREN))

7 ➤ **RIB** (Relevé d'identité bancaire)

8 ➤ Le cas échéant, pour le candidat en **redressement judiciaire** : copie du ou des jugements prononcés à cet effet accompagné d'une attestation justifiant qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

9 ➤ **Fiche Synthèse de la candidature** jointe en annexe 1 au présent RC

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter leur dossier de candidature dans un délai de 5 jours maximum soit d'éliminer la ou les candidature(s).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'invitation à régulariser les candidatures est faite sur la plateforme de dématérialisation mentionnée à l'article 5.1.2.

Il est ainsi nécessaire que l'adresse courriel indiquée par les candidats soit une adresse valide sans anti-spam rejetant les courriels dans les corbeilles électroniques sans alerte.

Il est vivement conseillé aux candidats d'entrer l'adresse de contact utilisée par le pouvoir adjudicateur dans leurs annuaires électroniques, afin de s'assurer de recevoir l'ensemble des courriels d'informations et mises à jour.

Le candidat n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour être joignable via la procédure susvisée ne pourra pas rechercher la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

Les éléments produits par le candidat ou chaque membre du groupement candidat devront impérativement être nommés et numérotés comme suit :

01_DC1	Point 1 du chapitre 3.1.1 du présent RC
02_DC2	Point 2 du chapitre 3.1.1 du présent RC
03_Assurances	Point 5 du chapitre 3.1.1 du présent RC
04_KBis	Extrait K-Bis de moins de 3 mois
05_Pouvoir	Point 4 du chapitre 3.1.1 du présent RC
06_Certificats	Certificats de qualification professionnelle
07_CapT	Point CAPACITES TECHNIQUES du chapitre 3.1.1 du présent RC
08_CapF	Point CAPACITES FINANCIERES du chapitre 3.1.1 du présent RC
09_Synthèse	Annexe 1 RC – Synthèse de la candidature

3.1.2 Pièces à fournir par l'attributaire pressenti

Le présent accord-cadre est conclu conformément au Code de la commande publique, notamment aux articles R. 2143-5 et suivants.

Le pouvoir adjudicateur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le présent accord-cadre produit :

- a) Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et 1 et 3 du L. 2141-4 du Code de la commande publique ;

- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- c) Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- d) Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

- e) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- f) Les attestations des assurances responsabilité civile professionnelle (RCP) et responsabilité civile décennale (RCD) nécessaires pour l'opération objet du présent accord-cadre.

Les documents rédigés dans une autre langue que le français doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été jugée économiquement la plus avantageuse que si celui-ci produit dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les documents susmentionnés.

S'il ne peut produire lesdites pièces dans le délai ainsi imparti, son offre est rejetée et il est éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, ladite procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres conformes au sens des dispositions de l'article 59 du décret du 25 mars 2016.

Si le pouvoir adjudicateur utilise une plateforme dématérialisée pour le recueil des pièces obligatoires, les pièces et attestations mentionnées au présent article sont déposées par le titulaire sur la plateforme correspondante. Le pouvoir adjudicateur informera le prestataire de la plateforme utilisée lors de la phase d'attribution de l'accord-cadre.

La Plateforme utilisée est: <https://365.e-attestations.com>

3.2. LE PROJET DE MARCHÉ

Ce projet de marché comprendra, selon les cadres impératifs fournis dans le dossier de consultation :

- Un exemplaire de **l'acte d'engagement** dûment complété signé;
- Un exemplaire du **bordereau de prix unitaires (BPU) / devis quantitatif estimatif (DQE)**, dûment renseigné (veiller à renseigner l'intégralité des prix sous peine d'irrecevabilité de l'offre) ;
- Le **CCAP** (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et ses annexes signés ;
- Le **CCTP** (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et ses annexes signés
- Un exemplaire du **cadre de mémoire technique** du lot pour lequel il est fait candidature signé ;
- En cas de candidature pour plusieurs lots techniques et / ou secteurs géographiques, le candidat remettra **un dossier complet par lot**.

Les éléments produits par le candidat ou chaque membre du groupement candidat devront impérativement être nommés et numérotés comme suit :

01_AE	Acte d'engagement et ses annexes
02_BPU / DQE	Exemplaire du bordereau de prix unitaire <u>sous format Excel impérativement</u>
03_CMT	Exemplaire du cadre de mémoire technique renseigné et complété
04_AMT	Annexes au cadre de mémoire technique si besoin
05_CCAP	CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) et ses annexes
06_CCPT	CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et ses annexes

3.3 PIECES CONTRACTUELLES OPPOSABLES AU TITULAIRE

Les documents remis par le candidat retenu à l'appui de sa proposition constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, qui pourront à tout moment en exiger le respect. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ils ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- ✓ les réponses aux questions du pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des propositions ;
- ✓ Le mémoire justificatif remis dans la proposition
- ✓ les attestations d'assurances remises dans la proposition.

4. CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Règlement de consultation et ses annexes ;
- Acte d'engagement et ses annexes ;
- Cahier des clauses administratives particulières et ses annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières et ses annexes ;
- Bordereau de prix unitaire et devis quantitatif estimatif.

Les candidats pourront se le procurer sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : www.cdc-ha.cdc-habitat.fr.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)
- doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargeables gratuitement sur internet.

Au téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique

permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que des compléments d'information, des compléments de pièces et autres ne peuvent pas être adressés par voie de courriel. L'ensemble des échanges et des communications se dérouleront sur le profil d'acheteur.

5. REMISE DES PROPOSITIONS - CONDITIONS D'ENVOI

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

5.1. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME DEMATERIALISEE

5.1.1. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres sont déposés sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : www.cdc-ha.cdc-habitat.fr.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la proposition correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

- Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

- Le soumissionnaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

5.1.2 : Modalités d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web www.cdc-ha.cdc-habitat.fr en ligne.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour télécharger leur offre, et d'anticiper le temps de téléchargement.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer sa proposition de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site www.cdc-ha.cdc-habitat.fr sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

Une copie de sauvegarde sur support papier ou physique électronique (CD-Rom, Clé USB) peut être adressée aux acheteurs dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » et devra être envoyée par voie postale, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de sa réception c'est-à-dire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par Colissimo recommandé ou tout système analogue à l'adresse Service Achats – 10 Boulevard de Dresde- 67080 STRASBOURG, et parvenir à destination avant la date limite de réception des plis fixée en page de garde du présent Règlement de la Consultation.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur. La copie de sauvegarde n'est pas ouverte et celle-ci est détruite par l'acheteur.

5.2. REMISE DES PROPOSITIONS SOUS FORME PAPIER

La remise des candidatures et des offres sous format papier n'est pas autorisée.

6. JUGEMENT DES PROPOSITIONS

6.1. EXAMEN DE LA CONFORMITE DU DOSSIER

La composition des dossiers et le respect des dispositions du présent RC seront rigoureusement vérifiés.

6.2. EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Les motifs d'élimination sont les suivants :

- Lorsque la candidature est irrégulière en raison de l'absence ou de l'incomplétude de certains documents.
- les candidats se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner fixés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la Commande publique.
- les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées, le cas échéant après mise en œuvre de la procédure de régularisation telle que visée ci-avant ;
- les candidats dont les capacités professionnelles, techniques, économiques ou financières seront jugées insuffisantes ou sans rapport avec l'objet de la présente consultation

Toutefois, conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Dans ce cas, la demande de régularisation indiquera les documents manquants.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article R. 2161-4 du Code de la commande publique et ainsi de procéder à l'examen des offres

avant les candidatures.

6.3. EXAMEN DES OFFRES

Les critères de sélection des offres sont les suivants :

Critères de sélection	Coefficients de pondération
La valeur financière de l'offre appréciée selon :	60 %
➤ Prix des prestations sur la base d'un BPU (si lot à bordereau)	60 %
La valeur technique de l'offre appréciée selon les sous-critères suivants :	40 %
➤ Présentation des modes opératoires pour l'exécution du marché Les candidats qui fourniront au pouvoir adjudicateur un service d'astreintes / dépannages soirs (de 18h00 à 6h00), week-ends et jours fériés (24h/24), sur les secteurs géographiques et les lots techniques identifiés dans l'annexe 1 du présent CCTP pourront obtenir une bonification de 5 points supplémentaires sur le critère « présentation des modes opératoires pour l'exécution du marché » de la valeur technique de l'offre	15 %
➤ Présentation des moyens humains et matériels dédiés au marché	20 %
➤ Présentation des mesures en matière environnementale	5 %

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir une demande au pouvoir adjudicateur, *via* la plate-forme de dématérialisation mentionnée à l'article 4 du présent règlement.

Une réponse sera alors adressée, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.